

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2008 — 628

[C — 2008/29090]

13 DECEMBRE 2007. — Décret-programme portant diverses mesures concernant les internats, les centres psycho-médico-sociaux, les bâtiments scolaires, l'enseignement technique et professionnel, le financement des universités, les fonds budgétaires, la garantie octroyée par la Communauté française sur les produits financiers de la RTBF et les infrastructures sportives

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions relatives aux Internats*

Article 1^{er}. Par dérogation à l'article 32, § 2, alinéa 4, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, le montant des subventions de fonctionnement, en ce qui concerne les internats, est fixé pour l'année scolaire 2007-2008 au montant accordé pour l'année scolaire 2006-2007, indexé selon le rapport de l'indice général des prix à la consommation entre le 1^{er} janvier 2008 et le 1^{er} janvier 2007.

Art. 2. Dans l'article 6 § 1^{er} de l'Arrêté royal du 10 septembre 1986 portant rationalisation et programmation des internats de l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat, modifié par le décret-programme du 15 décembre 2006, l'année « 2008 » est remplacée par l'année « 2009 ».

CHAPITRE II. — *Dispositions relatives aux Centres psycho-médico-sociaux*

Art. 3. L'article 52 de l'Arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux est complété par l'alinéa suivant: « Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, c) et d), le montant des subventions est fixé, pour l'année scolaire 2007-2008 au montant accordé pour l'année scolaire 2006-2007, tel qu'il a été établi à l'alinéa précédent, indexé selon le rapport de l'indice général des prix à la consommation entre le 1^{er} janvier 2008 et le 1^{er} janvier 2007 ».

Art. 4. Les dotations de fonctionnement des centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française sont augmentées pour l'année scolaire 2007-2008 sur la même base que l'augmentation des subventions visées à l'article 52 alinéa 4 de l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux.

CHAPITRE III. — *Dispositions relatives aux Bâtiments scolaires*

Art. 5. A l'article 7 du Décret du 24 juin 1996 relatif au programme d'urgence pour les bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française, tel que modifié en dernier lieu par le Décret-programme du 15 décembre 2006, les mots « 2002, 2003, 2004, 2005, 2006 et 2007 » sont remplacés par les mots « 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007 et 2008 ».

CHAPITRE IV. — *Dispositions relatives à l'enseignement technique et professionnel*

Art. 6. A l'article 4 § 1^{er} 3^o du Décret du 26 avril 2007 garantissant l'équipement pédagogique de l'enseignement qualifiant, le chiffre « 5.652.468 » est remplacé par le chiffre « 6.865.468 ».

CHAPITRE V. — *Dispositions relatives à l'enseignement de promotion sociale*

Art. 7. A l'article 57, alinéa 3, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, les mots « relevant de l'enseignement secondaire de promotion sociale » sont insérés entre les mots « les périodes-élèves prises en considération sont celles » et « de l'avant dernière année civile qui précède l'année civile au cours de laquelle les moyens seront utilisés ».

CHAPITRE VI. — *Dispositions relatives au financement des universités*

Art. 8. Pour l'année budgétaire 2008, outre le financement prévu par la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, un montant global de 419.578 euros, destiné à permettre la prise en charge du surcoût engendré, pour l'année budgétaire 2008, par l'octroi d'un pécule de vacance majoré, est réparti entre l'Université de Liège, l'Université de Mons-Hainaut, la Faculté des Sciences agronomiques de Gembloux et la Faculté polytechnique de Mons.

Le montant visé à l'alinéa précédent est réparti entre les quatre universités, sur base de leurs surcoûts réels estimés, de la manière suivante :

- Université de Liège : 274.287 euros;
- Université de Mons-Hainaut : 63.480 euros;
- Faculté des Sciences agronomiques de Gembloux : 42.433 euros;
- Faculté polytechnique de Mons : 39.378 euros.

CHAPITRE VII. — *Dispositions relatives aux Fonds budgétaires*

Art. 9. Le point 27 du tableau annexé au décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française est modifié selon le tableau joint en annexe 1^{re} du présent décret.

Art. 10. Le point 58 du tableau annexé au décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française est modifié selon le tableau joint en annexe 2 du présent décret.

Art. 11. Un point 60 est ajouté au tableau annexé au décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté selon le tableau joint en annexe 3 au présent décret.

Art. 12. Les points 01, 02, 12, 26, 35, 36, 37, 38, 42 et 43 du tableau annexé au décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française sont supprimés après régularisation budgétaire sur base de leur situation au 1^{er} janvier 2008.

CHAPITRE VIII.

Dispositions relatives à la garantie octroyée par la Communauté française sur les produits financiers de la R.T.B.F.

Art. 13. L'article 22 du décret du 14 juillet 1997 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française est complété comme suit :

« § 4. Le montant des emprunts souscrits par l'entreprise avec la garantie de la Communauté française ne peut excéder 125.400.000 euros sur la période 2008-2011. Le contrat de gestion détermine les modalités de conclusion des opérations d'emprunts effectués avec la garantie de la Communauté ».

CHAPITRE IX. — *De la procédure de désignation de membres du conseil d'administration de la RTBF*

Art. 14. Il est inséré, dans le décret du 14 juillet 1997 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française, à la fin de l'article 11, un paragraphe 7, rédigé comme suit :

« § 7. Par dérogation aux §§ précédents, dans le cas où, en cours de législature, un groupe politique reconnu ne posséderait plus d'administrateur suppléant à suffisance pour remplacer un ou plusieurs administrateurs effectifs démissionnaires, le Parlement pourra, à la demande du chef de groupe de ce groupe politique reconnu, procéder à la désignation d'un nombre d'administrateurs effectifs et suppléants équivalent, sans appel à candidature, sur la base d'une proposition émanant du chef de ce groupe politique reconnu. Ces candidats administrateurs effectifs et suppléants devront respecter les conditions visées à l'article 11, § 2^{bis}, et § 4, alinéa 1^{er} du présent article ».

CHAPITRE X. — *Dispositions relatives aux infrastructures sportives*

Art. 15. Le Gouvernement peut garantir la bonne fin de l'emprunt d'un montant de 25.100.000 euros souscrit par l'Intercommunale SLF auprès de l'Intercommunale SLF Finances relatif au financement des biens situés au « Domaine du Bois Saint-Jean » dont la Communauté française est bailleur et dont la SLF est emphytéote.

CHAPITRE XI. — *Dispositions finales*

Art. 16. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2008.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 13 décembre 2007.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française, chargée de l'Enseignement obligatoire,

Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Mme M-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances, de la Fonction publique et des Sports,

M. DAERDEN

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,

Mme F. LAANAN

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,

M. TARABELLA

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

—
Note

Session 2007-2008

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 480-1. — Avis des commissions, n° 480-2 à 5. — Amendements en commission, n° 480-6. — Rapport de Commission, n° 480-7.

Comptes-rendus intégraux. — Discussion. — Séances des 10 et 11 décembre 2007. — Adoption. — Séance du 11 décembre 2007.

ANNEXE 1^{re}

Dénomination du Fonds budgétaire	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
27. Fonds des sports – Activités (C)	<ul style="list-style-type: none"> - Les donations et legs de toute nature dont l'affectation est faite au bénéfice de la promotion ou du développement des sports. - Les dotations de la Loterie Nationale. Le produit des redevances sur les concours de paris et les pronostics sur les résultats d'épreuves sportives. - Les paiements, droits d'inscription, prix d'abonnements et tous autres revenus résultant des actions développées par la Communauté française dans le domaine sportif ou de la lutte contre le dopage. - Le produit de tous impôts, taxes, redevances, etc. instaurés au profit du domaine sportif. - Le produit d'opérations de parrainage commercial conclues à l'occasion d'actions spécifiques ou générales de promotion ou développement des sports. - Les revenus ou produits de la vente des biens immobiliers de la Communauté française suivants : la Résidence du Blanc Gravier située sur le site universitaire du Sart-Tilman à Liège et les immeubles du « Domaine du Bois Saint-Jean ». 	<ul style="list-style-type: none"> - Achat de biens et de services, subventions, honoraires, dépenses diverses concernant les programmes d'activités organisés pour la promotion ou le développement des sports. - Achat de biens et de services, subventions, honoraires, dépenses diverses en rapport avec le fonctionnement de la Communauté française et des services dans le domaine sportif. - Achat de biens et services, subventions, honoraires, dépenses diverses concernant la mise en place d'actions quelconques de promotion du sport et de l'image de l'ADEPS. - Les frais de publication, d'édition, de conception, de production et de réalisation de tous les documents, études, supports audiovisuels ou informatiques se rapportant aux sports.

ANNEXE 2

Dénomination du Fonds budgétaire	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
58. Fonds d'intervention des Fonds européens – Enseignement à distance (B).	Interventions des Fonds européens en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles à l'intervention de l'Enseignement à distance.	Financement de programmes d'actions ou de formation et de réinsertions professionnelles à l'intervention de l'Enseignement à distance.

ANNEXE 3

Dénomination du Fonds budgétaire	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
60. Fonds relatif au financement du programme de vaccination (A)	Intervention de l'Etat fédéral pour le paiement de vaccins dans le cadre de programmes de prévention à caractère national	Dépenses entraînées suite au paiement de vaccins dans le cadre de programmes de prévention à caractère national

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2008 — 628

[C — 2008/29090]

13 DECEMBER 2007. — Programmadecreet houdende diverse maatregelen betreffende de internaten, de psycho-medisch-sociale centra, de schoolgebouwen, het technisch en beroepsonderwijs, de financiering van de universiteiten, de begrotingsfondsen, de waarborg verleend door de Franse Gemeenschap voor de financiële opbrengsten van de RTBF en de sportinfrastructures

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen betreffende de Internaten*

Artikel 1. In afwijking van artikel 32, § 2, vierde lid, van de wet van 29 mei 1959 houdende wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, wordt voor het schooljaar 2007-2008 het bedrag van de werkingstoelagen, wat betreft de internaten, bepaald op het bedrag toegekend voor het schooljaar 2006-2007, geïndexeerd in functie van de verhouding tussen het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen op 1 januari 2008 en het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen op 1 januari 2007.

Art. 2. In artikel 6, § 1, van het koninklijk besluit van 10 september 1986 houdende rationalisatie en programmatie van de internaten van het door de Staat georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, gewijzigd bij het programmadecreet van 15 december 2006, wordt het jaar "2008" vervangen door het jaar "2009".

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen betreffende de psycho-medisch-sociale centra*

Art. 3. Artikel 52 van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van de psycho-medisch-sociale centra wordt aangevuld met het volgend lid : "In afwijking van het eerste lid, c) en d), wordt, voor het schooljaar 2007-2008, het bedrag van de werkingstoelagen bepaald op het bedrag toegekend voor het schooljaar 2006-2007, zoals vastgesteld in het vorige lid, geïndexeerd in functie van de verhouding tussen het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen op 1 januari 2008 en het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen op 1 januari 2007.

Art. 4. De dotaties voor de werking van de psycho-medisch-sociale centra ingericht door de Franse Gemeenschap worden verhoogd voor het schooljaar 2007-2008 op dezelfde basis als de verhoging van de toelagen bedoeld bij artikel 52, vierde lid, van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van de psycho-medisch-sociale centra.

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen inzake schoolgebouwen*

Art. 5. In artikel 7 van het decreet van 24 juni 1996 betreffende het noodprogramma voor de schoolgebouwen van het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd basisonderwijs en secundair onderwijs, zoals laatst gewijzigd bij het programmadecreet van 15 december 2006, worden de woorden "2002, 2003, 2004, 2005, 2006 en 2007" vervangen door de woorden "2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007 en 2008. » .

HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen betreffende het technisch en beroepsonderwijs*

Art. 6. In artikel 4, § 1, 3° van het decreet van 26 april 2007 waarbij gezorgd wordt voor de pedagogische uitrusting van het kwalificatieonderwijs, wordt het getal "5.652.468" vervangen door het getal "6.865.468".

HOOFDSTUK V. — *Bepalingen betreffende het onderwijs voor sociale promotie*

Art. 7. In artikel 57, derde lid, van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, worden, tussen de woorden "De lesuren-leerlingen die in aanmerking worden genomen, zijn degene" en de woorden "van het voorlaatste kalenderjaar dat voorafgaat aan het kalenderjaar in de loop waarvan de middelen zullen worden gebruikt. » , de woorden "die betrekking hebben op het secundair onderwijs voor sociale promotie" ingevoegd.

HOOFDSTUK VI. — *Bepalingen betreffende de financiering van de universiteiten*

Art. 8. Voor het begrotingsjaar 2008, naast de financiering bedoeld bij de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, wordt een globaal bedrag van 419.578 euro, bestemd voor de tenlasteneming van de gegenereerde meerkost, voor het begrotingsjaar 2008, door de toekenning van een vermeerderd vakantiegeld, verdeeld over de Université de Liège, de Université de Mons-Hainaut, de Faculté des Sciences agronomiques de Gembloux en de Faculté polytechnique de Mons.

Het bedrag bedoeld bij het vorige lid wordt verdeeld over de vier universiteiten, op basis van hun geschatte werkelijke meerkost, als volgt :

Université de Liège : 274.287 euro;

Université de Mons-Hainaut : 63.480 euro;

Faculté des Sciences agronomiques de Gembloux : 42.433 euro;

Faculté polytechnique de Mons : 39.378 euro.

HOOFDSTUK VII. — *Bepalingen betreffende de Begrotingsfondsen*

Art. 9. Punt 27 van de tabel gevoegd bij het decreet van 27 oktober 1997 houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, wordt gewijzigd volgens de tabel gevoegd als bijlage 1 bij dit besluit.

Art. 10. Punt 58 van de tabel gevoegd bij het decreet van 27 oktober 1997 houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, wordt gewijzigd volgens de tabel gevoegd als bijlage 2 bij dit besluit.

Art. 11. Punt 60 van de tabel gevoegd bij het decreet van 27 oktober 1997 houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, wordt gewijzigd volgens de tabel gevoegd als bijlage 3 bij dit besluit.

Art. 12. De punten 01, 02, 12, 26, 35, 36, 37, 38, 42 en 43 van de tabel gevoegd bij het decreet van 27 oktober 1997 houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, worden afgeschaft, na budgettaire regularisatie op basis van hun toestand op 1 januari 2008.

HOOFDSTUK VIII. — *Bepalingen betreffende de waarborg
toegekend door de Franse Gemeenschap op de financiële opbrengsten van de RTBF*

Art. 13. Artikel 22 van het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de Radio-Télévision belge de la Communauté française wordt aangevuld als volgt :

« § 4. Het bedrag van de leningen aangegaan door het bedrijf met de waarborg van de Franse Gemeenschap mag niet 125.400.000 euro overschrijden voor de periode 2008-2011. Het beheerscontract bepaalt de nadere regels voor het sluiten van leningverrichtingen met de waarborg van de Franse Gemeenschap. » .

HOOFDSTUK IX. — *De aanwijzingsprocedure voor de leden van de raad van bestuur van de RTBF*

Art. 14. In het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de Radio-Télévision belge de la Communauté française, wordt, op het einde van artikel 11, een paragraaf 7 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 7. In afwijking van de vorige paragrafen, als tijdens de legislatuur, een erkende politieke groep niet meer over genoeg plaatsvervangende bestuurders zou beschikken om één of meer ontslagnemend(e) werkend(e) lid(leden) te vervangen, kan het Parlement, op aanvraag van het hoofd van deze erkende politieke groep, overgaan tot de aanwijzing van een gelijkwaardig aantal werkende en plaatsvervangende bestuurders, zonder oproep tot de kandidaten, op basis van een voorstel uitgaande van het hoofd van deze erkende politieke groep. Deze kandidaten voor het ambt van werkende en plaatsvervangende bestuurders moeten de voorwaarden bedoeld bij artikel 11, § 2bis, en § 4, eerste lid van dit artikel in acht nemen. »

HOOFDSTUK X. — *Bepalingen betreffende sportinfrastructuren*

Art. 15. De Regering kan de goede aanwending van de lening voor een bedrag van 25.100.000 euro waarborgen, aangegaan door de Intercommunale SLF bij de Intercommunale SLF Finances betreffende de financiering van de goederen gelegen op het "Domaine du Bois Saint-Jean" waarvan de Franse Gemeenschap de verhuurder en de SLF de erfpachter is.

HOOFDSTUK XI. — *Slotbepalingen*

Art. 16. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2008.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 13 december 2007.

De Minister-Presidente, Belast met het leerplichtonderwijs,
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,
M. DAERDEN

De Minister van Cultuur en de Audiovisuele Sector,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,
M. TARABELLA

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

—
Nota

Zitting 2007-2008.

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 480-1. — Commissieadviezen, nr. 480-2 tot 5. — Commissieamendementen, nr. 480-6. — Commissieverslag nr. 480-7.

Integrale verslagen. — Bespreking. — Vergaderingen van 10 en 11 december 2007. — Aanneming. — Vergadering van 11 december 2007.